

ENTRETIEN

Frédéric Encel : « Il y a péril pour tout le voisinage au sens large du terme »

AJ La Turquie se montre de plus en plus menaçante vis-à-vis de l'Europe et semble retrouver les accents impérialistes passés de l'Empire Ottoman. Afin de décrypter les réelles intentions du président Erdogan, nous avons interrogé le géopolitologue Frédéric Encel, récemment auteur des *100 mots de la guerre* (PUF, 2020) et de *l'Atlas des frontières* (avec Hugo Billard, Autrement, 2021).

Actualité Juive Comment peut-on expliquer les nombreux signes de défiance de la Turquie à l'égard de l'Europe ?

Frédéric Encel : Erdogan est d'abord fort de la faiblesse de l'Union européenne en matière de défense et d'affaires étrangères, et davantage encore quand il n'y avait pas de pilote dans l'avion OTAN. Aussi inconséquent sur les questions européennes que sur bien d'autres, Donald Trump avait laissé un blanc-seing à Ankara non seulement dans la zone de l'Alliance mais aussi dans l'espace contrôlé par nos alliés kurdes contre les barbares de Daesh face auxquels – soit dit en passant – Ankara avait manifesté un certain laxisme... La Turquie ne peut pas continuer à bénéficier des avantages substantiels de l'OTAN sans en respecter ni l'esprit, ni la lettre. Or entraver les visites dans la base stratégique d'Inçirlik, acquérir de performants missiles russes et violer les eaux territoriales de la Grèce, c'est fouler aux pieds l'alliance.

En second lieu, il apparaît sans cesse plus manifeste que le président turc souhaite incarner un double statut : celui, politique, de nouveau sultan, au sens néo-ottoman du terme, et celui, religieux, d'un nouveau calife, à savoir un guide religieux de l'islam sunnite qu'il conteste à l'Arabie saoudite au demeurant. Cette double posture, tant qu'elle restait dans une dimension sémantique et symbolique, pouvait passer. Dès lors que le pouvoir turc agit comme s'il souhaitait sérieusement poursuivre cet objectif, il y a péril pour tout le voisinage au sens large du terme. Y compris pour l'Europe.

Il semblerait que le président Erdogan développe une acrimonie particulière à l'égard d'Emmanuel Macron. Comment l'interprétez-vous ?

F.E. : D'abord car Emmanuel Macron eut le courage de pointer les faiblesses sinon la faillite



APRÈS L'AVÈNEMENT DE JOE BIDEN, ERDOGAN EST CONTRAINT DE REVOIR SINON SA POLITIQUE, DU MOINS SA RHÉTORIQUE

prévisible de l'OTAN, voilà presque deux ans. Ce qui revenait à mettre au jour non seulement l'irresponsabilité de Trump mais aussi les manquements d'Erdogan. Ensuite, c'est le seul chef d'État qui osa s'opposer à la poursuite de la campagne illégale turque de prospection gazière dans la zone économique exclusive (ZEE) grecque, à l'automne dernier, et parvint à faire reculer Ankara. Troisièmement, la France se tient fermement aux

côtés de ses amis arabes sunnites dans la lutte à la fois contre l'expansionnisme irano-chiite et le djihadisme, à savoir le Maroc, l'Égypte, la Jordanie, l'Arabie saoudite ou encore et surtout les Émirats arabes unis, nos alliés militaires très officiels. On notera qu'Israël fait explicitement partie de ce camp (sans que cela soit formalisé). Or, le pouvoir turc, proche de la fanatique confrérie des Ikhwan, les Frères musulmans, s'est allié au Qatar et tente de promouvoir dans le monde arabe (et au-delà) un islamisme de tendance frériste. Quatrième point : Paris rejette catégoriquement le négationnisme du génocide arménien. Enfin, last but not least, la France ne cède heureusement pas sur la défense de la laïcité, y compris quand elle est contestée par des groupes... nationalistes et religieux pro-turcs.

Où en sont les relations diplomatiques entre Israël et la Turquie ?

F.E. : Au point de glaciation, par le fait de la partie turque depuis 2009-2010. Sans doute pour des raisons électorales, peut-être aussi parce qu'il entretient une aversion sincère pour Israël, Erdogan a décidé de rompre une relation qui, contrairement à ce que croient nombre de gens, n'a jamais correspondu à une alliance mais à un simple partenariat, et encore, très récent. Avec l'avènement de Joe Biden à la Maison-Blanche, le président turc est quand même contraint de revoir sinon sa politique, du moins sa rhétorique ; elle devenait franchement hostile et à la limite du supportable. Du côté israélien, on a vite trouvé la parade : au cours de la décennie 2010, une authentique relation stratégique s'est nouée avec la Grèce et Chypre, en particulier sur le partage des gisements gaziers de Méditerranée orientale.

Propos recueillis par Eric Keslassy

2018 : La Turquie condamne les sanctions américaines contre l'Iran après le retrait des États-Unis de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien.

2019 : L'Iran condamne l'intervention turque contre les Kurdes dans le nord-est de la Syrie.

2020 : Condamnation commune iranienne et turque des accords d'Abraham de normalisation entre Israël, les Émirats arabes unis et Bahreïn.

2020 : Rivalité en Libye. La Turquie intervient militairement en Libye pour soutenir le GNA, le Gouvernement d'entente nationale, contre les forces du général Khalifa Haftar. Ankara accuse Téhéran d'avoir livré des

armes à Haftar. L'Iran accuse la Turquie de violer la souveraineté libyenne. L'intervention turque fait suite à l'accord maritime signé avec le GNA qui donne à la Turquie une frontière maritime commune avec la Libye.

2020 : Concurrence au Haut-Karabakh. Avec la reprise des combats entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, la Turquie soutient l'Azerbaïdjan et lui fournit un appui logistique, tandis que l'Iran soutient l'Arménie et condamne l'ingérence turque.

2021 : Tensions en Irak. En février, une milice soutenue par l'Iran attaque une base turque dans le nord de l'Irak, en riposte à une offensive turque contre le PKK kurde. L'Iran s'inquiète de l'intervention croissante de la Turquie sur le théâtre irakien.